

Ratko Mladic arrêté en Serbie : la porte ouverte vers l'adhésion à l'UE ?

26 mai 2011, le petit village de Lazarevo vers la frontière roumaine et à une petite centaine de kilomètres de Belgrade est le témoin de la fin d'un long épisode des 20 dernières années de l'histoire de la Serbie.

En effet l'ancien commandant des forces militaires serbes, le Général Ratko Mladic venait d'être arrêté dans ce petit village tranquille de la campagne voivode serbe.

La médiatisation de l'événement a fait le tour du monde depuis, et le pouvoir serbe autour de son président Boris Tadic a tout fait pour placer cette arrestation sous le signe de la normalisation de la république de Serbie dans son cheminement vers l'adhésion à l'Union Européenne.

Après avoir livré l'ancien président Milosevic au TPIY en juin 2011, puis le chef des serbes de Bosnie, Radovan Karadjic en juillet 2008, c'est à présent le tour de celui que l'on nomme de triste mémoire le « boucher des balkans » d'être sur le point d'être envoyé vers la prison du TPIY ce qui fut fait dans la nuit du 31 mai au 1^{er} juin 2011.

Le plus frappant dans cette affaire et alors que le général Croate Ante Gotovina a été condamné à 24 ans de prisons par le même tribunal en avril 2011, c'est de voir à quelle point les courants nationalistes sont encore vivace dans ces régions.

La Croatie avait livré Gotovina au TPIY pour normaliser en quelques sortes son chemin vers l'adhésion qui pour elle est en principe très proche.

La Serbie de Tadic livre Mladic pour pouvoir entrer dans les préalables de la candidature à l'entrée dans l'UE.

On pourrait tout de même se demander le crédit que ce genre d'acte a encore auprès de populations de pays fortement touchés par la crise économique ceci rendant leur adhésion à l'UE encore plus aléatoire face aux problèmes quotidiens.

Il n'en demeure pas moins que ce qui a suivi l'arrestation de Ratko Mladic montre encore à quel point dans la région les tensions entre les populations sont vives et comment les plaies de la guerre civile qui a disloqué la Yougoslavie ne sont pas refermées.

Par ailleurs cette idée de renvoyer à une juridiction internationale, le TPIY dans un pays étranger, les Pays-Bas, des procès criminels qui pourraient être jugés dans les pays concernés, semble quelque part donner l'impression que les gouvernements cherchent à s'acheter en quelque sorte une nouvelle virginité en évacuant les personnages des mauvais jours avec en échange la garantie de l'entrée dans l'Union européenne et des promesses financières qui vont avec.

Sans doute que l'idée de solder sur le plan judiciaire cette époque qualifiée de « sombre » par le président Boris Tadic le 26 mai dernier est bonne, peut-être que de le faire en se reportant à un tribunal international n'est pas nécessairement la meilleure.

Toutefois la situation reste fort instable dans la région et les courants nationalistes qui traversent l'Europe actuellement à cause de la crise économique pourraient bien changer la donne dans ce que l'on appelle aujourd'hui les balkans occidentaux.

Il est en tout cas certain que le temps, même plus de 10 ans après ce dernier épisode de la dissolution de la Yougoslavie qu'a été en 1999 la guerre du Kosovo, jouera un rôle, mais n'y aura t'il pas une certaine ironie à voir rassemblés de nouveau les slaves du sud dans une grande Europe fédérale ou confédérale alors que ce même modèle s'était terminé sur une guerre fratricide quelques décennies auparavant ? N'y a t'il pas une limite à ce que l'on a appelé après 1989, « la vengeance des nations » ?

Certes la fin du communisme, partout en Europe centrale et balkanique a redonné du lustre aux nations et aux identités nationales, mais étonnamment ces mêmes nations aspirent à intégrer à nouveau une structure supra-nationale.

Nous passons ainsi d'une phase de fédéralisme à la Yougoslave à un retour des nationalismes qui quoique l'on en dise on bien provoqué cette atroce guerre civile, pour aboutir à un espace balkanique encore plus morcelé qu'avant avec un Kosovo qui rappelons le à la différence des autres états de l'ex-fédération n'a jamais été indépendant. Enfin tout cet ensemble souhaite se fondre à nouveau dans une structure internationale comme l'UE dont la finalité, et nous le

connaissons nous déjà et avant tout d'arrimer à son organisation des états avec une même monnaie et où les hommes et les femmes circulent librement sans frontières.

N'était ce pas à cela que ressemblait la République Fédérale de Yougoslavie entre 1946 et 1992 ? Sans faire de nostalgie ici il faut se dire que l'arrestation et le procès à venir de Ratko Mladic marquent en effet la fin d'une période de cette histoire là et qu'en cela nous devons nous interroger sur l'avenir des balkans occidentaux à l'heure où l'ensemble maintenant des ex-états de la Yougoslavie fédérale sont candidats à entrer dans cette fédération d'état nations qu'est l'Union européenne véritable ciment de la paix en Europe depuis 1945.

L'intégration dans l'UE de cette région achèvera en tout cas son élargissement dans la région, ouvrant alors sans doute la porte à la consolidation de la construction de l'édifice. Pour cela il faudra avant tout sortir de la crise économique et financière de 2008 dont les conséquences sociales et politiques n'ont hélas pas encore fini de déferler sur notre continent. Souhaitons en cela que le souhait de normalisation constaté dans les balkans puisse être le moteur de la relance de l'intégration européenne, nous en avons, à mon sens, terriblement besoin en ce moment.

Dr Olivier Buirette, Paris le 2 juin 2011.